

Une seconde vague d'émancipation des peuples?

Le monde contemporain est gouverné par des oligarchies. Oligarchies financières aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, qui dominent non seulement la vie économique, mais tout autant la politique et la vie quotidienne. Oligarchies russes à leur image que l'Etat russe tente de contrôler. Statocratie en Chine. Autocraties (parfois cachées derrière quelques apparences d'une démocratie électorale «de basse intensité») inscrites dans ce système mondial ailleurs dans le reste de la planète.

La gestion de la mondialisation contemporaine par ces oligarchies est en crise

Les oligarchies du Nord comptent bien rester au pouvoir, le temps de la crise passé. Elles ne se sentent pas menacées. Par contre la fragilité des pouvoirs des autocraties du Sud est, elle, bien visible. La mondialisation en place est, de ce fait, fragile. Sera-t-elle remise en question par la révolte du Sud, comme ce fut le cas au siècle passé? Probable. Mais triste. Car l'humanité ne s'engagera sur la voie du socialisme, seule alternative humaine au chaos, que lorsque les pouvoirs des oligarchies, de leurs alliés et de leurs serviteurs seront mis en déroute à la fois dans les pays du Nord et dans ceux du Sud. Le capitalisme est «libéral» par nature, si l'on entend par «libéralisme» non pas ce joli qualificatif que le terme inspire, mais l'exercice plein et entier de la domination du capital non pas seulement sur le travail et l'économie, mais sur tous les aspects de la vie sociale. Il n'y a pas «d'économie de marché» (expression vulgaire pour dire capitalisme) sans «société de marché». Le capital poursuit obstinément cet objectif unique. L'Argent. L'accumulation pour elle-même. Marx, mais après lui d'autres penseurs critiques comme Keynes, l'ont parfaitement compris. Pas nos économistes conventionnels, ceux de gauche inclus. Ce modèle de domination exclusive et totale du capital avait été imposé avec obstination par les classes dirigeantes tout au long de la longue crise précédente

jusqu'en 1945. Seule la triple victoire de la démocratie, du socialisme et de la libération nationale des peuples avait permis, de 1945 à 1980, la substitution à ce modèle permanent de l'idéal capitaliste, de la coexistence conflictuelle des trois modèles sociaux régulés qu'ont été le Welfare State de la social démocratie à l'Ouest, les socialismes réellement existants à l'Est et les nationalismes populaires au Sud. L'essoufflement puis l'effondrement de ces trois modèles a par la suite rendu possible un retour à la domination exclusive du capital, qualifiée de néo-libérale.

Les désastres sociaux que le déploiement du libéralisme – «l'utopie permanente du capital», ai-je écrit – n'allait pas manquer de provoquer ont inspiré bien des nostalgies du passé récent ou lointain. Mais ces nostalgies ne permettent pas de répondre au défi. Car elles sont le produit d'un appauvrissement de la pensée critique théorique qui s'était progressivement interdit de comprendre les contradictions internes et les limites des systèmes de l'après seconde guerre mondiale, dont les érosions, les dérives et les effondrements sont apparus comme des cataclysmes imprévus.

Néanmoins, dans le vide créé par ces reculs de la pensée théorique critique, une prise de conscience de dimensions nouvelles de la crise systémique de civilisation a trouvé le moyen de se frayer la voie. Je fais référence ici aux écologistes. Mais les Verts, qui ont prétendu se distinguer radicalement et tout également des Bleus (les conservateurs et les libéraux) et des Rouges (les socialistes) se sont enfermés dans l'impasse, faute d'intégrer la dimension écologique du défi dans une critique radicale du capitalisme. Tout était en place donc pour assurer le triomphe – passager en fait, mais qui s'est vécu comme «définitif» – de l'alternative dite de la «démocratie libérale». Une pensée misérable – une véritable non-pensée – qui ignore ce que pourtant Marx avait dit de décisif concernant cette démocratie bourgeoise qui ignore que ceux qui décident ne sont pas ceux qui sont concernés par ces décisions. Ceux qui décident, jouissent de la liberté renforcée par le contrôle de la propriété, sont aujourd'hui les plouto-

crates du capitalisme des oligopoles et les Etats qui sont leurs débiteurs. Par la force des choses les travailleurs et les peuples concernés ne sont guère que leurs victimes. Mais de telles billevesées pouvaient paraître crédibles, un court moment, du fait des dérives des systèmes de l'après-guerre, dont la misère des dogmatiques ne parvenait plus à comprendre les origines. La démocratie libérale pouvait alors paraître le «meilleur des systèmes possibles».

Aujourd'hui les pouvoirs en place, qui eux n'avaient rien prévu, s'emploient à restaurer ce même système. Leur succès éventuel, comme celui des conservateurs des années 1920 – que Keynes dénonçait sans trouver d'écho à l'époque – ne pourra qu'aggraver l'ampleur des contradictions qui sont à l'origine de l'effondrement financier de 2008.

La récente réunion du G20 (Londres, avril 2009) n'amorce en rien une «reconstruction du monde». Et ce n'est peut être pas un hasard si elle a été suivie dans la foulée par celle de l'Otan, le bras armé de l'impérialisme contemporain, et par le renforcement de son engagement militaire en Afghanistan. La guerre permanente du «Nord» contre le «Sud» doit continuer. On savait déjà que les gouvernements de la triade – Etats Unis, Europe et Japon – poursuivent l'objectif exclusif d'une restauration du système tel qu'il était avant septembre 2008. Plus intéressant est le fait que les leaders des «pays émergents» invités ont gardé le silence. Une seule phrase intelligente a été prononcée au cours de cette journée de grand cirque, par le Président chinois Hu Jintao, qui a fait observer «en passant», sans insister et avec le sourire (narquois?), qu'il faudra bien finir par envisager la mise en place d'un système financier mondial qui ne soit pas fondé sur le dollar. Quelques rares commentateurs ont immédiatement fait le rapprochement – correct – avec les propositions de Keynes en 1945.

Cette «remarque» nous rappelle à la réalité: que la crise du système du capitalisme des oligopoles est indissociable de celle de l'hégémonie des Etats Unis, à bout de souffle. Mais qui prendra la relève? Certainement pas «l'Europe» qui n'existe

pas en dehors de l'atlantisme et ne nourrit aucune ambition d'indépendance, comme l'assemblée de l'Otan l'a démontré une fois de plus. La Chine? Cette «menace», que les médias invoquent à satiété (un nouveau «péril jaune») sans doute pour légitimer l'alignement atlantiste, est sans fondement. Les dirigeants chinois savent que leur pays n'en a pas les moyens, et ils n'en ont pas la volonté. La stratégie de la Chine se contente d'oeuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce que ni les Etats Unis, ni l'Europe ne pensent acceptable.

Les chances donc d'un développement possible allant dans ce sens reposent encore intégralement sur les pays du Sud. Et ce n'est pas un hasard si la Cnuced est la seule institution de la famille des Nations Unies qui ait pris des initiatives fort différentes de celles de la commission Stiglitz. Ce n'est pas un hasard si son directeur, le thaïlandais Supachai Panitchpakdi, considéré jusqu'à ce jour comme un parfait libéral, ose proposer dans le rapport de l'organisation intitulé «*The Global Economic Crisis*», daté de mars 2009, des avancées réalistes s'inscrivant dans la perspective d'un second moment de «l'éveil du Sud».

La Chine de son côté a amorcé la construction – progressive et maîtrisée – de systèmes financiers régionaux alternatifs débarrassés du dollar. Des initiatives qui complètent, au plan économique, la promotion des alliances politiques du «groupe de Shanghai», l'obstacle majeur au bellicisme de l'Otan.

Un nouvel internationalisme des travailleurs et des peuples est nécessaire et possible

Le capitalisme historique est tout ce qu'on veut sauf durable. Il n'est qu'une parenthèse brève dans l'histoire. Sa remise en cause fondamentale – que nos penseurs contemporains, dans leur grande majorité, n'imaginent ni «possible» ni même «souhaitable» – est pourtant la condition incontournable de l'émancipation des travailleurs et des peuples dominés (ceux des périphéries, 80 % de l'humanité). Et les deux dimensions

CIMEIRA DE LONDRES, 2009

Foto: Richard Lewis/Newsteam.co.uk. Disponível em: <http://www.flickr.com/photos/londonsummit/3406020437/in/set-72157616168430873>

du défi sont indissociables. Il n'y aura pas de sortie du capitalisme par le moyen de la seule lutte des peuples du Nord, ou par la seule lutte des peuples dominés du Sud. Il n'y aura de sortie du capitalisme que lorsque, et dans la mesure où, ces deux dimensions du même défi s'articuleront l'une avec l'autre. Il n'est pas « certain » que cela arrive, auquel cas le capitalisme sera « dépassé » par la destruction de la civilisation (au-delà du malaise dans la civilisation, pour employer les termes de Freud), et peut être de la vie sur la Planète. Le scénario d'un « remake » possible du XX^{ième} siècle restera donc en deçà des exigences d'un engagement de l'humanité sur la longue route de la transition au socialisme mondial. Le désastre libéral impose un renouveau de la critique radicale du capitalisme. Le défi est celui auquel est confrontée la construction/reconstruction permanente de l'internationalisme des travailleurs et des peuples, face au cosmopolitisme du capital oligarchique.

La construction de cet internationalisme ne peut être envisagée que par le succès d'avancées révolutionnaires nouvelles (comme celles amorcées en Amérique latine et au Népal) ouvrant la perspective d'un dépassement du capitalisme.

Dans les pays du Sud le combat des Etats et des nations pour une mondialisation

négociée sans hégémonies – forme contemporaine de la déconnexion – soutenu par l'organisation des revendications des classes populaires peut circonscrire et limiter les pouvoirs des oligopoles de la triade impérialiste. Les forces démocratiques dans les pays du Nord doivent soutenir ce combat. Le discours « démocratique » proposé, et accepté par la majorité des gauches telles qu'elles sont, les interventions « humanitaires » conduites en son nom comme les pratiques misérables de « l'aide » écartent de leurs considérations la confrontation réelle avec ce défi.

Dans les pays du Nord les oligopoles sont déjà visiblement des « biens communs » dont la gestion ne peut être confiée aux seuls intérêts particuliers (dont la crise a démontré les résultats catastrophiques). Une gauche authentique doit avoir l'audace d'en envisager la nationalisation, étape première incontournable dans la perspective de leur socialisation par l'approfondissement de la pratique démocratique. La crise en cours permet de concevoir la cristallisation possible d'un front des forces sociales et politiques rassemblant toutes les victimes du pouvoir exclusif des oligarchies en place. La première vague de luttes pour le socialisme, celle du XX^{ième} siècle, a démontré les limites des social-démocraties européennes,

des communismes de la troisième internationale et des nationalismes populaires de l'ère de Bandung, l'essoufflement puis l'effondrement de leurs ambitions socialistes. La seconde vague, celle du XXI^{ième} siècle, doit en tirer les leçons. En particulier associer la socialisation de la gestion économique et l'approfondissement de la démocratisation de la société. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également aucune avancée démocratique hors de la perspective socialiste.

Ces objectifs stratégiques invitent à penser la construction de « convergences dans la diversité » (pour reprendre l'expression retenue par le Forum Mondial des Alternatives) des formes d'organisation et de luttes des classes dominées et exploitées. Et il n'est pas dans mon intention de condamner par avance celles de ces formes qui, à leur manière, renoueraient avec les traditions des social-démocraties, des communismes et des nationalismes populaires, ou s'en écarteraient.

Dans cette perspective il me paraît nécessaire de penser le renouveau d'un marxisme créateur. Marx n'a jamais été aussi utile, nécessaire, pour comprendre et transformer le monde, aujourd'hui autant et même plus encore qu'hier. Etre marxiste dans cet esprit c'est partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou

à Lénine, ou à Mao, comme l'ont conçu et pratiqué les marxismes historiques du siècle dernier. C'est rendre à Marx ce qui lui revient: l'intelligence d'avoir amorcé une pensée critique moderne, critique de la réalité capitaliste et critique de ses représentations politiques, idéologiques et culturelles. Le marxisme créateur doit poursuivre l'objectif d'enrichir sans hésitation cette pensée critique par excellence. Il ne doit pas craindre d'y intégrer tous les apports de la réflexion, dans tous les domaines, y compris ceux de ces apports qui ont été considérés, à tort, comme « étrangers » par les dogmatiques des marxismes historiques du passé. ■

Lectures complémentaires

- AMIN, Samir — *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Minuit 1971 ; Le Niger pp 161-167.
 TANDON, Yash — *Ending Aid Dependence*, South Centre, Genève 2008.
 AMIN, Samir — *The Millennium Development Goals*, Monthly Review, March 2006.
 ORWELL, Georges — 1984.
 AMIN, Samir — *L'Afrique dans le système mondial*, Site Web FTM; publié en Anglais, Helen Lauer (ed), History and Philosophy of Science, Hope Public, Ibadan 2003.
 BEDNIK, Anna — *Bataille pour l'Uranium au Niger*, Le Monde diplomatique, Juin 2008.
 AMIN, Samir et FOUNOU-TCHUIGOUA, Bernard — *Les régionalisations, quelles régionalisations?* Site Web FTM; partiellement in S. Amin et alii, *Afrique, exclusion programmée ou Renaissance*, Maisonneuve et Larose, 2005, pp. 129 et suiv.
 NDIAYE, Abdourahmane — *L'avenir des sociétés paysannes en Afrique de l'Ouest, critique des travaux du Club du Sabal*, Site Web FTM.
 BERTHELOT, Jacques — Site Web.
 (i) OMC et Sud.
 (ii) La question agricole.
 (iii) Démêler le vrai et le faux dans la flambée des prix agricoles.
 (iv) Cinq bonnes raisons pour ne pas signer l'APE-AO.
 BORIS, Jean Pierre — *Le roman noir des matières premières*, Pluriel, 2005.
 AMIN, Samir — *L'Éveil du Sud*; Le Temps des Cerises, Paris 2008.
 AMIN, Samir — *La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise* (ed Le Temps des Cerises, Paris 2009).
 AMIN, Samir — *Esclavage, marché, capitalisme, le lien oublié*.
 ZITA, Langa — *Is South Africa the weakest link in the imperialist chain?*
 FOUNOU, Bernard — *Nepad, nouveau partenariat ou nouvelle phase de l'ajustement structurel?*
 SHIVJI, Issa — *Pan africanism or Imperialism?*
 MARAIS, Hein — *Reinforcing the Mould*.
 NDIAYE, Abdourahmane — *Les avènements des sociétés paysannes en Afrique de l'Ouest*.
 MAFEJE, Archie — *The Agrarian Question, Access to Land and Peasant Responses in Sub Saharan Africa*.
 MOYO, Sam — *Land in the Political Economy of African Development: Alternative strategies*.
 AMIN, Samir — *Desirable land tenure reforms in Africa and Asia*.
 AMIN, Samir — *Aid for Development*; Fahamu Books.
 FOUBOU, Bernard — *Afrique de l'ouest : l'illusion de la sécurité humaine par l'émigration*.